

Les relations Inde-Israël : du feu lent au feu vif

Recension du livre "Hostile Homelands" d'Azad Essa

Rohan Venkat, Himal Southasian, 1/12/2023

Traduit par Fausto Giudice, Tlaxcala

Le livre « Hostile Homelands » d'Azad Essa explore la convergence idéologique de l'[hindutva](#) et du sionisme, et les conséquences pour le Cachemire et la Palestine - mais les liens de plus en plus étroits entre l'Inde et Israël ne s'arrêtent pas là.



Narendra Modi (à gauche) et Benjamin Netanyahu (à droite) à Jérusalem en juillet 2017. Les nationalistes hindous voient en Israël un modèle pour l'Inde - une démocratie ethnonationaliste qui traite les musulmans comme des subordonnés et maintient le soutien international malgré tout. Photo : IMAGO / agefotostock

Deux États démocratiques postérieurs à la partition, tous deux issus du colonialisme britannique. Chacun d'entre eux compte sur son territoire d'importantes populations musulmanes minoritaires, que les forces majoritaires décrivent souvent comme « l'ennemi ». Tous deux dirigés par des gouvernements de droite qui déploient des technologies de surveillance en toute impunité et cherchent effrontément à saper les institutions démocratiques qui pourraient autrement servir de frein à leur pouvoir. Et tous deux sont actuellement dominés par des mouvements sociaux et politiques qui revendiquent une supériorité civilisationnelle, fondée sur l'idée qu'ils se distinguent ainsi de leurs voisins « barbares ».

Comme beaucoup l'ont observé, l'Inde et l'Israël d'aujourd'hui présentent des similitudes frappantes - un fait reflété et amplifié par la récente adhésion sans réserve des nationalistes hindous indiens à Israël. Depuis qu'Israël a commencé à bombardier Gaza et à envahir le territoire en réponse à l'attaque brutale du Hamas sur son sol le 7

octobre, les nationalistes hindous se sont manifestés en force sur l'internet - et parfois en présentiel - pour afficher leur soutien et leur solidarité à l'égard d'Israël.



Des fachos hindous se sont rassemblés devant l'ambassade israélienne à New-Delhi pour offrir gratuitement leurs services pour combattre les Palestiniens. Ce groupe d'hommes sont venus de Mathura, dans l'Uttar Pradesh, à Delhi

Une partie au moins de ce soutien en ligne provient d'Indiens islamophobes qui tentent simplement de profiter d'un conflit à l'étranger pour faire avancer leur propre programme national. Mais une grande partie de ce soutien indique un courant plus profond d'affinités authentiques avec Israël.

« Regardez les médias sociaux de l'ambassade [israélienne] », a déclaré en octobre l'ambassadeur d'Israël en Inde, Naor Gilon. « C'est incroyable, je pense que je pourrais avoir des deuxièmes FDI avec les volontaires. Tout le monde me dit : “Je veux me porter volontaire, je veux me battre pour Israël” ». Les FDI, ou Forces de défense israéliennes, sont l'armée israélienne, actuellement déployée en opérations dans la bande de Gaza.

À première vue, il semblerait que cette adhésion inconditionnelle des nationalistes hindous à la droite israélienne ne soit pas reproduite par l'État indien, actuellement dirigé par Narendra Modi et son parti, le Bharatiya Janata Party (BJP). Le ministère indien des Affaires étrangères a réitéré son soutien « constant et de longue date » aux « négociations directes en vue de l'établissement d'un État palestinien souverain,

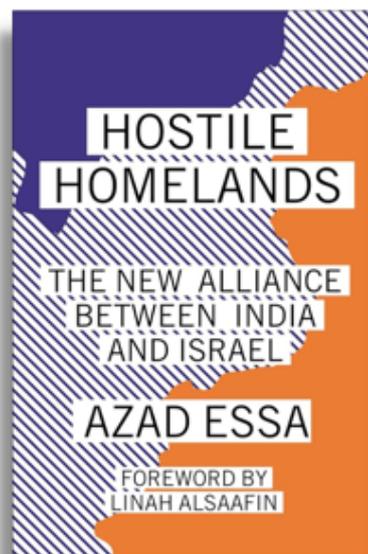
indépendant et viable, vivant à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, côte à côte et en paix avec Israël ». Le gouvernement a envoyé de l'aide médicale et du matériel de secours à Gaza via l'Égypte, et Modi s'est entretenu avec Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne, pour lui présenter ses condoléances pour les « pertes de vies civiles ». Tout cela va à l'encontre du gouvernement israélien actuel, dirigé par Benjamin Netanyahu, qui s'est insurgé contre le soutien international à la Palestine et a sapé toute possibilité de création d'un État palestinien. En outre, l'Inde a récemment voté en faveur d'un certain nombre de projets de résolution aux Nations unies qui critiquaient la conduite d'Israël à Gaza - qui a déjà coûté la vie à plus de 10 000 Palestiniens - et soutenaient l'aide aux civils palestiniens.

Mais le langage soigneusement construit de ces réactions masque des changements plus profonds qui ont eu lieu dans l'approche de l'Inde à l'égard d'Israël. Ces changements sont plus faciles à observer dans la chronologie de la réponse de New Delhi à l'attentat du 7 octobre. Modi a fait une déclaration immédiatement après l'attentat, disant « nous sommes aux côtés d'Israël », et a réitéré ses commentaires deux jours plus tard lors d'un appel téléphonique avec Netanyahu. Ce n'est que cinq jours après l'attentat, en réponse aux questions des médias, que le ministère des Affaires étrangères a mentionné la position plus large de l'Inde sur la question israélo-palestinienne - un retard qui a fait sourciller les capitales des États arabes qui ont été des partenaires étroits de l'Inde.

Cette évolution a été encore plus évidente dans la décision de l'Inde de s'abstenir lors du vote sur une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies, rédigée par les pays arabes, appelant à une trêve humanitaire immédiate à Gaza. Cette décision a mis l'Inde en porte-à-faux avec tous ses voisins sud-asiatiques et une grande partie des pays du Sud, et même avec certains partenaires occidentaux comme la France, qui ont tous voté en faveur de la résolution. New Delhi a également insisté sur le fait que son soutien aux résolutions de l'ONU critiquant Israël était simplement « de routine », contrairement à son choix notable de soutenir Tel-Aviv en s'abstenant lors du vote sur le cessez-le-feu.

Certains ont décrit la réponse initiale de Modi comme étant simplement en phase avec la position de l'Inde contre le terrorisme islamiste, l'une des questions sur lesquelles le gouvernement actuel a cherché à mobiliser la communauté internationale. D'autres, en revanche, y voient une nouvelle preuve de l'approfondissement des liens entre l'Inde et Tel-Aviv. « L'Inde n'est pas un pays connu pour choisir rapidement son camp en cas de crise », a écrit en réponse Manjari Chatterjee Miller, membre du Council on Foreign Relations. « La déclaration de Modi montre à quel point les relations entre l'Inde et Israël ont évolué ». Ou comme l'a dit Naor Gilon, l'ambassadeur d'Israël en Inde : « La proximité entre Israël et l'Inde est quelque chose que je ne peux même pas expliquer ... c'est très émotionnel, très profond ... c'est quelque chose de très unique ».

Cette « proximité » est le sujet de l'ouvrage d'Azad Essa intitulé *Hostile Homelands : The New Alliance between India and Israel*, publié au début de cette année. Essa est un journaliste sud-africain d'origine indienne, actuellement basé à New York, qui a fait des reportages sur l'Inde pour Al Jazeera English et a travaillé sur un documentaire sur les manifestants cachemiriens aveuglés par les forces indiennes, qui a été publié peu après que le gouvernement Modi a unilatéralement révoqué le statut d'État et l'autonomie limitée du Jammu-et-Cachemire en 2019.



Hostile Homelands : La nouvelle alliance entre l'Inde et Israël" par Azad Essa. Pluto Press (février 2023)

Le livre d'Essa jette un regard rapide sur toute la gamme des relations indo-israéliennes, depuis les opinions d'acteurs historiques comme Mohandas Gandhi - dont l'éditorial de 1938 insistant sur le fait que « la Palestine appartient aux Arabes dans le même sens que l'Angleterre appartient aux Anglais » a été un élément à la fois crucial et controversé de la réflexion sur la politique étrangère indienne depuis sa première publication - jusqu'à Modi et l'adoption plus récente de Netanyahou et d'Israël par les nationalistes hindous. Il y a beaucoup à dire, et le livre concis et polémique d'Essa tente d'en aborder une grande partie, en intercalant de précieux éléments de recherche et des informations bien sourcées avec, à l'occasion, des lectures tendancieuses du passé.

Les liens militaires qui sous-tendent les relations entre Tel-Aviv et New Delhi, et qui leur ont donné de la substance et de l'élan même lorsque les dirigeants politiques des deux pays semblaient en désaccord ou simplement distants - comme cela a été le cas pendant la plus grande partie de leur histoire indépendante - figurent parmi les aspects clés que *Hostile Homelands* étudie.

L'Inde a voté contre la partition de la Palestine aux Nations unies en 1947, lorsqu'une résolution visant à créer des États juif et arabe séparés sur le territoire a été adoptée. Bien que New Delhi ait officiellement reconnu l'État d'Israël en 1950, elle n'a pas établi de liens diplomatiques complets avec lui que 42 ans plus tard.

Toute idée de rapprochement semble disparaître en 1956, lorsque Jawaharlal Nehru, le Premier ministre indien de l'époque, attaque ce qu'il appelle le « pari insensé » de Tel-Aviv entrant en guerre avec l'Égypte à la suite de la décision de cette dernière de nationaliser le canal de Suez. Aux yeux de Nehru - et par extension de l'Inde - cela plaçait fermement Israël dans le camp impérial et colonial, aux côtés de l'Angleterre et de la France, qui ont également attaqué l'Égypte. La camaraderie de Nehru avec le président égyptien, Gamal Abdel Nasser, un leader panarabe avec lequel il allait fonder le mouvement des non-alignés, a également joué un rôle important dans l'orientation de la politique indienne dans cette région à l'époque.

L'Inde n'a pas été la seule à faire ce calcul. Alors que le Pakistan, en tant qu'État explicitement islamique, a adopté une position hostile à l'égard d'Israël dès sa création, le Sri Lanka voisin s'en est également éloigné à la suite de la guerre de 1956. Les exceptions régionales - et même mondiales - à l'époque étaient le Myanmar (alors la Birmanie), qui a établi des liens avec Israël presque immédiatement après son indépendance en 1948, et le Népal, qui a officiellement reconnu Israël en 1960.

Pourtant, quelques années plus tard, alors que l'Inde et la Chine entraient en guerre en 1962 le long de ce qui est aujourd'hui la ligne de contrôle effective, Nehru acceptait le soutien militaire d'Israël sous la forme de mortiers lourds et de munitions, avant d'interrompre les achats lorsque Nasser s'y opposa. Bien que Nehru et l'Inde n'aient jamais reconnu ouvertement ce soutien israélien, les ventes militaires limitées semblent avoir ouvert une voie détournée qui allait jeter les bases des liens entre les deux pays pour les décennies à venir. L'Inde a de nouveau reçu un soutien militaire d'Israël lors de ses guerres contre le Pakistan en 1965 et 1971, mais n'en a guère fait mention en public.

Après la victoire totale d'Israël sur l'Égypte, la Syrie et la Jordanie lors de la guerre des Six Jours en 1967, le premier ministre indien de l'époque, Indira Gandhi - qui était par ailleurs très publiquement hostile à Israël pendant son mandat - a autorisé le directeur de l'aile de recherche et d'analyse, la principale agence de renseignement extérieure de l'Inde, à communiquer avec le Mossad, son homologue israélien.

S'appuyer sur des liens en matière de défense et de renseignement pour étendre son acceptation mondiale était un élément délibéré de la politique étrangère d'Israël, y compris dans la région du sud de l'Asie. Dans les années 1980, alors que le Sri Lanka était au début de sa guerre civile, Israël a mis en place des programmes de formation pour les forces de Colombo et leur a permis de vendre du matériel militaire. Cette intervention a incité New Delhi, alarmée, à jouer un rôle plus actif dans le conflit et lui a également donné une idée de ce dont les services de renseignement et l'équipement israéliens étaient capables.

En 1992, après la fin de la guerre froide et le début de la période unipolaire américaine dans la géopolitique mondiale, l'Inde a officiellement échangé des missions

diplomatiques avec Israël, plus de quatre décennies après que New Delhi a reconnu l'État juif pour la première fois. Aujourd'hui, ce grand changement dans la politique indienne est considéré comme l'acte qui a fait de l'Inde et d'Israël des partenaires solides comme le roc du jour au lendemain. Essa décrit cette décision comme annonçant une nouvelle ère, un "point culminant du capitalisme de la fin du vingtième siècle rencontrant le fondamentalisme religieux et le militarisme agressif qui a inévitablement accompagné la fin de la guerre froide".

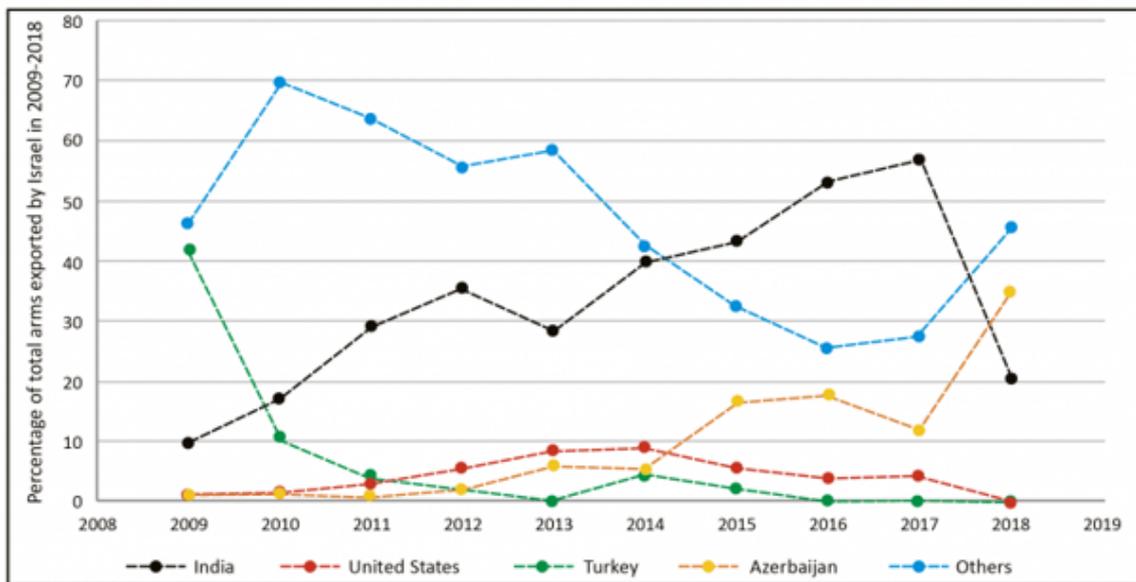
En réalité, le gouvernement indien est resté réticent à discuter ouvertement de ses liens de défense avec Israël pendant des années après la normalisation diplomatique. Le véritable changement est intervenu à la fin de la décennie : d'abord lorsqu'Israël a refusé de se joindre aux États-Unis et à d'autres pays occidentaux pour condamner et sanctionner l'Inde à la suite de ses essais nucléaires en 1998 ; ensuite lorsqu'Israël est devenu l'un des rares pays à soutenir New Delhi après l'éclatement de la guerre de Kargil entre l'Inde et le Pakistan en 1999.

Bien que l'Inde ait été victorieuse dans cette guerre, son establishment officiel a vu dans ce conflit un rappel de la nécessité de réviser les systèmes militaires et les services de renseignement du pays - et s'est tourné pour cela vers Tel-Aviv. Essa écrit,

La guerre a entraîné un changement de paradigme dans l'approche de l'Inde à l'égard d'Israël. Même si Delhi avait déjà commencé à acheter davantage d'armes israéliennes depuis le début des années 1990, elle considérait toujours Israël comme un concurrent de sa production nationale. Mais les événements de 1998-1999 ont changé la donne. La volonté d'Israël de soutenir l'Inde après l'imposition de sanctions avant et pendant la guerre de Kargil a fait de l'Inde et d'Israël des partenaires et des co-développeurs.

L'Inde a acheté plus d'armes israéliennes que tout autre pays au cours des quinze dernières années, représentant parfois près d'un tiers de toutes les exportations d'armes israéliennes. L'Inde a cherché à s'inspirer de l'expérience d'Israël non seulement sur ses frontières contestées avec les États arabes, mais aussi dans les territoires palestiniens occupés, où ses forces ont mis au point des techniques pour contenir une population défiante. M. Essa souligne les initiatives prises par les gouvernements des États indiens pour apprendre d'Israël - par exemple, le Maharashtra a demandé à Israël de former ses commandos à la suite des attentats de Mumbai en 2008 - ainsi que le déploiement de drones israéliens dans les territoires indiens où les insurgés maoïstes continuent d'opérer.

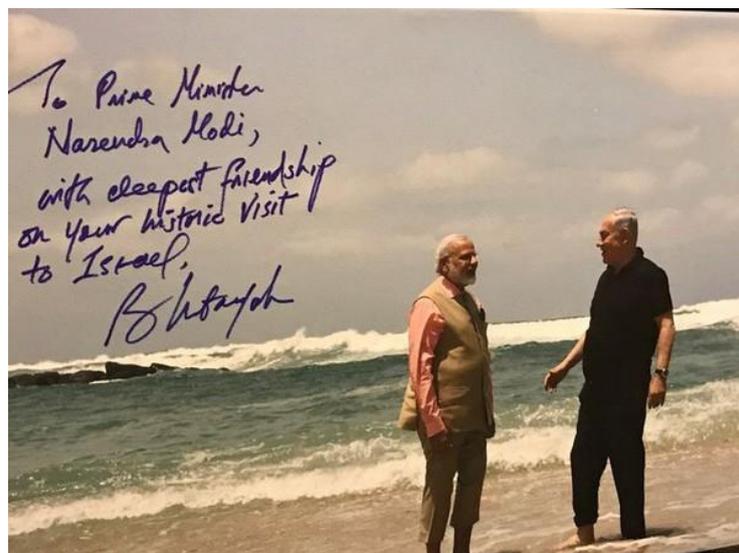
Figure 3: Country-wise Export Distribution for Israel (2009-2018, in percentage)



Source: SIPRI Arms Transfer Database

Extrait de "Israel's Arms Sales to India : Bedrock of a Strategic Partnership" par Harsh V Pant et Ambuj Sahu. Observer Research Foundation, septembre 2019.

L'accent mis initialement sur le matériel s'est étendu à bien d'autres domaines, l'Inde étant particulièrement intéressée par les armes cybernétiques et de surveillance d'Israël. New Delhi aurait acheté Pegasus, un outil souvent décrit comme "l'arme cybernétique la plus puissante au monde", dans le cadre d'un "ensemble d'armes sophistiquées et de matériel de renseignement d'une valeur d'environ 2 milliards de dollars" à la suite de la promenade de Modi avec Netanyahu sur une plage du nord d'Israël en 2017. Des traces de l'arme cybernétique ont été trouvées sur les appareils personnels du chef de l'opposition indienne, Rahul Gandhi, ainsi que d'un certain nombre de journalistes et d'activistes indiens - un signe clair de l'utilisation de la technologie israélienne par le gouvernement indien dans ses efforts de répression de la dissidence.



Essa note que, en partie à cause des restrictions américaines sur l'exportation de matériel de défense vers la Chine - ce qui exclut un important client potentiel pour Tel Aviv -, la relation militaire entre Israël et l'Inde est devenue vitale et "symbiotique" pour les deux nations. Elle permet à Israël d'accéder à l'énorme marché de ce qui restera l'un des plus grands importateurs d'armes au monde dans les années à venir, et à l'Inde, qui cherche depuis longtemps à diversifier ses approvisionnements militaires en s'éloignant de la Russie, de bénéficier d'un approvisionnement en armes et en technologies n'impliquant pas les querelles bureaucratiques qu'entraînent souvent les achats de matériel de défense auprès d'entreprises américaines.

Parallèlement à ce partenariat de défense en plein essor, les liens agricoles et économiques se développent, et les investissements affluent dans les deux sens. La vente du port maritime de Haïfa, dans le nord d'Israël, à un consortium dirigé par le groupe indien Adani - l'entreprise préférée du gouvernement Modi - a été l'événement le plus médiatisé. Le port sera plus tard cité comme un élément crucial du corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (IMEEEEC) annoncé en marge du sommet des dirigeants du G20 à New Delhi en septembre 2023.

L'IMEEEEC - un projet de connectivité soutenu par les États-Unis qui permettrait aux marchandises partant de l'Inde de traverser les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la Jordanie et Israël avant d'arriver sur les côtes européennes - a été présenté par des observateurs soutenus par le gouvernement indien comme représentant "un nouveau modèle d'interconnexion mondiale et une nouvelle éthique pour la mondialisation elle-même", même si certains ont mis en doute la viabilité et l'efficacité d'un corridor multimodal qui exigerait que les marchandises soient chargées sur des navires, déchargées et transférées sur des trains pour être transportées à travers le désert d'Arabie, avant d'être à nouveau chargées sur des navires en Israël.

L'IMEEEEC était censé être une réponse américaine à l'initiative chinoise Belt and Road, et une réponse qui récolterait les bénéfices des "dividendes de la paix" engendrés par les accords d'Abraham de 2020 - qui ont vu les Émirats arabes unis et Bahreïn établir des relations avec Israël - ainsi que la normalisation des liens entre Israël et l'Arabie saoudite, un processus qui était considéré comme la prochaine étape la plus probable à la suite de ces accords. La participation de l'Inde, acteur économique et géopolitique de premier plan, se voulait un symbole du potentiel qui pourrait être libéré grâce à cette nouvelle coopération entre le Golfe et Israël.

Pourtant, cette "nouvelle éthique" se heurte désormais aux questions éthiques beaucoup plus anciennes soulevées par l'occupation israélienne de la Palestine. L'Arabie saoudite et d'autres États arabes ont déjà adopté des positions critiques à l'égard d'Israël, alors que l'opinion publique du monde arabe est horrifiée par les événements survenus à Gaza. L'invasion de Gaza ne fera peut-être pas totalement échouer les projets de normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël, mais elle rendra tout accord sur la normalisation des liens beaucoup plus difficile à conclure. Pour l'Inde, il est essentiel que les entreprises réfléchissent à deux fois avant d'investir dans un axe de connectivité susceptible d'être soumis à une grande volatilité politique.

Le point commun le plus puissant entre l'Inde et Israël ne réside pas dans les liens commerciaux et de défense que les deux nations ont tissés au cours des trois dernières décennies. Il réside plutôt dans les mouvements qui sont au cœur de leurs dirigeants politiques aujourd'hui - et dans l'utilisation de l'imagerie civilisationnelle qui sert à justifier les excès des deux États.

Les membres de l'écosystème nationaliste hindou de l'Inde ont longtemps été séduits par l'idée d'Israël, bien que leur mouvement ait été inspiré à l'origine par le fascisme européen et qu'ils aient admiré les efforts d'Adolf Hitler pour "maintenir la pureté" de la nation allemande, selon l'expression de l'icône nationaliste hindoue M S Golwalkar. V D Savarkar, qui a développé dans les années 1920 l'idéologie de l'Hindutva - littéralement, "l'hindouité" - a écrit que "si la Palestine devenait un État juif, cela nous réjouirait presque autant que nos amis juifs". Golwalkar, qui a dirigé de 1940 à 1973 le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) - l'organe de base du BJP - a expliqué ce qu'il trouvait admirable dans le sionisme. "Les Juifs avaient conservé leur race, leur religion, leur culture et leur langue", écrivait-il, "et tout ce qu'ils voulaient, c'était leur territoire naturel pour compléter leur nationalité" - même si cela impliquait d'expulser les populations qui vivaient alors sur ce territoire. Dans cette logique, l'apparente contradiction qui consiste à soutenir à la fois le nazisme et le sionisme n'en est pas une.

Golwalkar estimait que ces cinq éléments - race, religion, culture, langue et territoire - étaient la clé de toute nation. Toute personne "en dehors des cinq limites de cette idée" - une référence évidente aux musulmans indiens, qu'il déclarait "ennemis internes" de la nation - "ne peut avoir de place dans la vie nationale, à moins d'abandonner ses différences, d'adopter la religion, la culture et la langue de la nation et de se fondre complètement dans la race nationale".

C'est surtout au cours de la dernière décennie que cette idéologie s'est imposée en Inde, les membres du gouvernement de Modi et de l'écosystème Hindutva dirigé par le RSS ayant clairement indiqué que, dans leur vision de l'Inde, la minorité musulmane du pays devra accepter un statut de second ordre - et être prête à être attaquée et ostracisée même si elle le fait.

Il ne fait aucun doute que de nombreux membres de l'actuel gouvernement israélien d'extrême droite seraient des partisans inconditionnels de la vision du monde Hindutva, du moins lorsqu'il s'agit des musulmans. Prenons l'exemple du ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, dont le parti a fait campagne pour l'expulsion de tous les Arabes d'Israël et de la Palestine occupée, et qui a plus récemment prôné l'expulsion de tout citoyen "déloyal" à l'égard de l'État. D'autres, comme le politicien Miki Zohar, ont clairement indiqué que leur Israël est explicitement un pays où les droits des Palestiniens sont subordonnés à ceux des Juifs.

Et puis il y a Netanyahu lui-même. Le Premier ministre israélien le plus ancien, qui a réuni le gouvernement le plus à droite de l'histoire du pays pour rester au pouvoir, a depuis longtemps fait connaître clairement ses opinions : Israël n'est pas un État de "tous ses citoyens". "Le peuple juif a un droit exclusif et incontestable sur toutes les régions de la Terre d'Israël", a-t-il tweeté. Il n'a pas non plus caché son attitude à l'égard des citoyens arabes d'Israël. M. Netanyahu s'est plaint du fait que "les électeurs arabes [israéliens] votent en masse" lors des dernières campagnes électorales et a déclaré que le problème démographique d'Israël - il craint que la population arabe israélienne, qui représente environ 20 %, n'augmente et ne menace la majorité démographique juive - n'est pas dû aux Palestiniens, mais aux Arabes israéliens.

En 1992, peu après l'établissement de relations diplomatiques entre l'Inde et Israël, c'est M. Netanyahu qui a identifié les thèmes narratifs susceptibles d'unir les deux pays, en déclarant que "les deux pays sont confrontés à des menaces similaires, le terrorisme et le fondamentalisme religieux... Il s'agit d'un cas de modernité contre le médiévalisme". La différence est qu'Israël, contrairement à l'Inde, a institutionnalisé un système de discrimination qu'Amnesty International a catégoriquement qualifié d'"apartheid". Et il l'a fait avec un large soutien de l'Occident.

Par conséquent, les membres de l'écosystème nationaliste hindou de l'Inde voient en Israël un modèle pour l'Inde qu'ils cherchent à construire : une démocratie ethno-nationaliste et illibérale qui traite sa minorité musulmane comme subordonnée à la majorité, et qui conserve malgré tout le soutien de l'Occident. Comme l'a écrit le chercheur Angshuman Choudhury, "dans le projet sioniste, l'élite nationaliste hindoue moderne voit une conclusion tangible de son propre projet de *Rashtra* hindou. Israël montre qu'il ne s'agit pas d'un rêve abstrait, qu'il existe un moyen d'y parvenir étape par étape".

Cette affinité idéologique se reflète également au niveau politique. Pendant la longue période où l'Inde n'avait pas de relations diplomatiques officielles avec Israël, les politiciens nationalistes hindous ont constamment appelé à mettre fin au "veto arabe" sur la politique étrangère de l'Inde - l'idée que les relations de New Delhi avec des États comme l'Égypte l'obligeaient à refuser de reconnaître Israël - et à resserrer les liens avec Tel-Aviv. C'est sous un gouvernement BJP, en 2003, qu'un premier ministre israélien s'est rendu pour la première fois à New Delhi. Modi a été le premier Premier ministre indien à faire le voyage inverse, en 2017, sans s'arrêter à Ramallah, la capitale palestinienne de facto en Cisjordanie, comme c'est la coutume pour la plupart des dirigeants mondiaux sur le même itinéraire. Il s'est rendu en Palestine plus tard, en 2018, devenant ainsi le premier Premier ministre indien à le faire, et a reçu le "Grand Collier de l'État de Palestine". Essa décrit ce geste comme une tentative des dirigeants palestiniens de "s'accrocher à ce que l'Inde représentait dans le passé".

Le récit n'est pas uniquement axé sur le nationalisme hindou et le BJP - après tout, c'est un gouvernement du Congrès national indien qui a normalisé les relations entre les deux États en 1992. Mais le BJP, et en particulier Modi, ont incontestablement

dynamisé les liens et se sont montrés plus disposés que jamais à discuter ouvertement des relations entre l'Inde et Israël. Le parti s'est également efforcé de présenter les calculs antérieurs de l'Inde en matière de politique étrangère, effectués par ses prédécesseurs au pouvoir, comme un nouvel exemple de complaisance à l'égard des musulmans, qui finit par nuire à la nation. Cela complète son message sur la politique intérieure, où il reproche à ses opposants de favoriser les intérêts musulmans au détriment des intérêts nationaux, c'est-à-dire hindous.

"Nous avons des raisons politiques pour lesquelles nous n'avons pas renforcé nos liens avec Israël. Nous nous sommes limités", a déclaré S. Jaishankar, ministre indien des affaires étrangères, en 2022. "Le pays tout entier sait que nous aurions pu tirer profit de ces liens. Mais une fois que l'on sort de la politique de la banque de votes, la politique étrangère s'en ressent également. L'époque où la politique de la banque de votes dominait l'intérêt national est révolue".

Le BJP a volontiers allumé des feux internationaux pour plaire à sa base électorale, notamment sur la question du Cachemire, en qualifiant les migrants bangladais de "[termites](#)" ou dans la conception du RSS de l'Akhand Bharat, ou Inde indivise, qui ignore la souveraineté d'un certain nombre d'autres États de la région sud-asiatique. Le BJP de Modi a très bien réussi à intégrer les questions internationales dans ses messages nationaux, le partenariat avec Israël ne faisant pas exception à la règle. Présenter Israël comme le reflet de la sion hindoue intérieure tant désirée a permis de dépeindre les critiques indiens d'Israël comme des ennemis de la nation indienne. C'est pourquoi les manifestants pro-palestiniens font régulièrement l'objet d'interventions policières en Inde, même si nombre de leurs revendications recourent à la position officielle de l'Inde sur un État palestinien.

Hostile Homelands attire également l'attention sur un autre résultat important de cette affinité idéologique croissante : la diaspora indienne aux USA s'inspire de plus en plus du lobby pro-israélien usaméricain pour étouffer toute critique du nationalisme hindou. Essa souligne les efforts déployés par les groupes hindous de droite de la diaspora pour populariser l'idée d'« hindouphobie », un mot fourre-tout qui regroupe délibérément les véritables discours de haine à l'encontre des Hindous, toute critique de Modi et du [RSS](#), et tous les efforts visant à lutter contre la discrimination fondée sur la caste. Cette démarche s'inspire des tactiques éprouvées des groupes pro-israéliens aux USA, qui essaient de miner leurs adversaires en déclarant automatiquement que toute critique d'Israël ou du sionisme est antisémite.

Le territoire contesté du Jammu-et-Cachemire, administré par l'Inde, a peut-être un jour constitué la plate-forme la plus évidente pour comparer les trajectoires d'Israël et de l'Inde. La Palestine et le Cachemire représentent tous deux des conflits non résolus qui ont émergé des machinations coloniales britanniques et qui soulèvent des questions complexes d'autodétermination et de lutte entre les droits de la majorité et ceux des minorités. Le Cachemire et la Cisjordanie, en particulier, se prêtent à la

comparaison en raison du niveau de sécurisation des deux territoires et de l'impunité avec laquelle les forces armées peuvent y opérer, les États indien et israélien utilisant régulièrement les préoccupations liées au terrorisme pour justifier leurs propres actions incontrôlées, notamment les disparitions forcées, les exécutions extrajudiciaires et les violences disproportionnées à l'encontre des manifestants.

Essa ne prétend cependant pas que les situations auxquelles sont confrontés les habitants du Cachemire et de la Palestine sont les mêmes. « Ce n'est pas le cas », écrit-il. « La comparaison entre l'Inde et Israël vise plutôt à illustrer la manière dont les méthodes d'oppression sont partagées, reproduites et, surtout, justifiées ».

Même s'il n'y a pas de « reproduction » directe, les parallèles sont évidents. D'une manière générale, les nationalistes hindous de l'Inde ont souvent cherché à diaboliser les musulmans du Cachemire et à assimiler les critiques légitimes des actions de l'État indien à du terrorisme, de la même manière qu'Israël a présenté des manifestations pacifiques telles que le mouvement de boycott, de désinvestissement et de sanctions mené par la Palestine ou la Grande Marche du retour comme des menaces existentielles méritant des réponses violentes.



Manifestation de solidarité avec la Palestine à Sopore, dans le Cachemire administré par l'Inde, en avril 2023. La Cisjordanie et le Cachemire se prêtent à la comparaison en raison du niveau de sécurisation des deux territoires et de l'impunité avec laquelle les forces armées peuvent y opérer. Photo : IMAGO / NurPhoto

À un niveau plus granulaire, les responsables indiens ont parfois fait directement référence à Israël comme modèle pour les politiques de New Delhi dans la vallée du Cachemire. L'idée serait de s'inspirer des colonies israéliennes en Cisjordanie pour former des enclaves lourdement fortifiées - dotées « d'écoles, de centres

commerciaux, d'hôpitaux et de terrains de jeux » - qui pourraient accueillir des colons hindous au Cachemire. Comme l'a déclaré le consul général de l'Inde aux USA en 2019, « si le peuple israélien peut le faire, nous pouvons aussi le faire ».

Cette analogie est inexacte car l'argument du BJP repose sur l'aide au retour des Hindous du Cachemire, qui ont fui la vallée par dizaines de milliers en 1990 dans un contexte de violence communautaire et d'insurrection. En Cisjordanie, les colonies israéliennes, qui existent en violation du droit international, poussent activement les Palestiniens à quitter leurs maisons. *Hostile Homelands* élude en grande partie les complications soulevées par l'histoire des Hindous du Cachemire, préférant un récit plus direct qui ignore totalement les actions et les interventions du Pakistan dans cette zone frontalière contestée.

Alors qu'Essa souhaite attirer l'attention sur « l'importation des méthodes israéliennes » au Cachemire et ailleurs, d'autres ont fait valoir qu'il est important de ne pas trop interpréter les liens entre l'Inde et Israël ou de désigner « Israël comme une source unique d'apprentissage de l'oppression » parce que l'État indien et la droite hindoue se sont révélés tout à fait capables de faire évoluer de manière « indigène » leur propre approche du Cachemire - et, en fait, des musulmans dans l'ensemble du pays.

Naor Gilon, l'ambassadeur israélien, a parlé non seulement d'une proximité entre les deux pays, mais aussi d'une relation « unique ». C'est sans aucun doute le cas, mais pas nécessairement dans des termes que *Hostile Homelands* semble prêt à examiner ou à aborder.

Essa donne l'impression que la relation Inde-Israël d'aujourd'hui était inévitable, les forces du majoritarisme et de l'histoire poussant inexorablement les deux États vers cette « alliance ». Pourtant, les spécialistes des relations internationales sont plus enclins à considérer la tendance exactement inverse comme l'aspect le plus fondamentalement unique de la relation Inde-Israël : pendant 42 ans, entre 1950 et 1992, l'Inde n'a pas eu de relations diplomatiques officielles avec Israël, bien qu'elle l'ait reconnu en tant qu'État.

« La décision de l'Inde de reconnaître Israël sans établir de liens diplomatiques formels au début des années 1950 reste un geste politique unique sans équivalent dans son histoire diplomatique », écrit le politologue Nicolas Blarel dans son livre de 2015 *The Evolution of India's Israel Policy: Continuity, Change, and Compromise since 1922*. « À titre de comparaison, sur la même période, l'Inde a maintenu ou rétabli des relations diplomatiques avec le Pakistan et la Chine, deux pays avec lesquels elle a connu des conflits armés et avec lesquels elle a des différends frontaliers permanents ».

En d'autres termes, pourquoi l'Inde et Israël ont-ils été diplomatiquement éloignés pendant la majeure partie de leur histoire indépendante ? Pourquoi l'Inde s'en est-elle tenue à son approche pro-arabe, même lorsque ces mêmes États lui rendaient rarement la pareille en lui apportant leur soutien sur des questions telles que le Cachemire ? Comment le discours sur une alliance majoritaire de droite entre l'Inde et Israël explique-t-il la décision d'un gouvernement du Congrès dans les années 1990 de normaliser les liens avec Israël ? Pourquoi le premier gouvernement national dirigé par le BJP, à la fin des années 1990, n'a-t-il pas rompu avec le soutien antérieur de l'Inde à la Palestine ? Pourquoi le gouvernement de Modi, même aujourd'hui, ne soutient-il que du bout des lèvres la cause palestinienne et la création suggérée d'un État palestinien comme solution au conflit israélo-palestinien ?

Sans comprendre les calculs qui ont présidé à cette histoire singulière - une « anomalie » ou une « aberration » selon certaines lectures, un « embarras » selon d'autres - il est impossible de s'engager pleinement dans le virage vers Tel-Aviv que New Delhi a pris plus récemment. Essa tente d'aborder la question, mais rejette l'ambivalence de l'Inde à l'égard d'Israël, qui dure depuis des décennies, comme étant principalement liée au « maintien d'une image de soi pour les besoins de la realpolitik ».

Le livre de Blarel, ainsi que *India's Israel Policy* (2010) du professeur P R Kumaraswamy de l'université Jawaharlal Nehru et de nombreux autres titres, abordent cette question complexe sous différentes perspectives, bien qu'avec un public plus académique à l'esprit. Les réponses proposées sont complexes et continuent d'être débattues. Mais toute recherche de clarté doit examiner comment la joute entre le Congrès et la Ligue musulmane au moment de l'indépendance s'est transformée en une rivalité internationale entre l'Inde et le Pakistan pour le soutien des nations musulmanes, et s'intéresser également à l'héritage des mouvements panislamiques au sein de l'Empire britannique. Elle doit également s'attaquer au rôle perçu que la banque de votes des musulmans indiens a joué dans l'orientation des calculs de politique étrangère, ainsi qu'aux liens économiques et culturels vitaux qui lient depuis longtemps l'Inde aux pays arabes, au-delà de la plate-forme morale et anti-impériale que Nehru a construite et partagée avec Nasser. Il convient également d'examiner les décisions pragmatiques prises par New Delhi pour mettre la main sur des technologies militaires dans un monde où l'accès à ces technologies était souvent limité.

De manière plus générale, on peut affirmer que l'approche de l'Inde à l'égard d'Israël a généralement suivi ses positions dans la compétition entre grandes puissances : de la reconnaissance par Indira Gandhi, prosoviétique, de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'expulsion d'un consul israélien pendant son mandat de Premier ministre en 1982, au désir de Rajiv Gandhi d'étendre ses relations avec Tel-Aviv pour envoyer un signal à Washington en 1988, lorsqu'il a succédé à sa mère, en passant par la participation plus récente de l'Inde à des « minilatéraux » soutenus par les USA, comme le rassemblement Inde-Israël-USA-Émirats arabes unis, qui reflète la proximité croissante de New Delhi avec les USA.

L'autre élément crucial à comprendre est la manière dont la politique israélienne de l'Inde s'inscrit dans sa stratégie plus large en Asie occidentale, qui est passée d'une dépendance excessive à l'égard de Nasser et de l'Égypte dans les premières années à une approche plus équilibrée après l'invasion du Koweït par Saddam Hussein dans les années 1990, et dernièrement à une prise en compte des influents États du Golfe, qui accueillent des millions de citoyens indiens et comptent parmi les principaux partenaires économiques internationaux de l'Inde aujourd'hui.

Il ne s'agit pas de suggérer que la convergence idéologique entre les droites majoritaires et islamophobes de l'Inde et d'Israël est un mirage. Cependant, l'affinité idéologique transnationale ne suffit pas à expliquer les liens plus profonds que les deux États sont en train de tisser aujourd'hui, et elle ne permet pas non plus de prédire pleinement comment les choses se dérouleront.

Les liens militaires et économiques de l'Inde avec Israël semblent avoir suffisamment d'élan pour soutenir à eux seuls l'approfondissement de la relation, sans avoir besoin d'une convergence idéologique. Toutefois, la réponse équivoque du parti d'opposition, le Congrès, à l'attaque du Hamas et aux opérations ultérieures d'Israël à Gaza montre clairement que le soutien total à Tel-Aviv reste une question partisane dans la politique indienne, qui pourrait devenir encore plus conflictuelle à mesure que la droite hindoue adopte des positions israéliennes d'extrême-droite.

Si la réponse israélienne à Gaza stoppe définitivement le mouvement de normalisation entre Riyad et Tel-Aviv, New Delhi pourrait à nouveau se retrouver à devoir réaliser un délicat exercice d'équilibrisme entre des partenaires cruciaux. Et avec la possibilité réelle que Donald Trump revienne au pouvoir lors des élections américaines de l'année prochaine, il y a aussi la question de ce qu'une future administration américaine plus transactionnelle - qui voit moins d'utilité ou d'intérêt à amener ses partenaires dans la même tente géopolitique - pourrait signifier pour les efforts minilatéraux naissants en Asie.

Et comment les liens plus étroits de l'Inde avec Israël influenceront-ils sur ses efforts pour être perçus comme la voix du Sud, en particulier si la plupart des pays de cette catégorie se trouvent de l'autre côté du fossé israélo-palestinien ? Si l'Inde devait être considérée comme un soutien clé d'Israël, comment cela affecterait-il le traitement de ses citoyens et de ses entreprises opérant dans les pays arabes et musulmans ? New Delhi s'est retrouvée seule dans la région sud-asiatique à s'abstenir de réclamer un cessez-le-feu à l'Assemblée générale des Nations unies. Son soutien plus visible à Tel-Aviv, et en particulier à Netanyahu, pourrait-il devenir une raison supplémentaire pour les électeurs de pays comme le Bangladesh ou les Maldives d'exiger une plus grande distance vis-à-vis de l'Inde ?

Hostile Homelands rassemble un nombre impressionnant d'anecdotes et d'informations pour documenter une relation internationale qui s'approfondit rapidement et qui n'a pas fait l'objet d'un examen approfondi. Mais en exagérant son propos et en présentant l'intensification des liens entre les deux États comme le

résultat inévitable du rapprochement de mouvements ethnonationalistes similaires, il peine à mettre en lumière les débats et les calculs complexes qui nous ont conduits jusqu'à ce moment - et qui influenceront la manière dont les liens entre l'Inde et Israël se développeront à l'avenir.



Rohan Venkat (Venkataramakrishnan), né à Bombay et grandi à Doha (Qatar), vit actuellement en Égypte. Il est chercheur invité non-résident au [Center for the Advanced Study of India](#) de l'université de Pennsylvanie, où il est également rédacteur en chef adjoint de *India in Transition*, une publication bimensuelle qui met à la disposition d'un public plus large les analyses et les points de vue d'universitaires travaillant sur l'Inde, toutes disciplines confondues. **fb**